



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : communistes-hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

15/08/2020

Résumé des questions économiques et sociales.

Semaine 10 au 14 aout 2020.

France.

Luttes.

Lejou. (Agents de sécurité, Lyon) Grève des agents pour l'obtention d'une prime Covid 19 de 1000 euros

Presse. La CGT de la « Marseillaise » appelle à un rassemblement le 13.08 contre le projet de reprise par « la Provence » et soutenu par X. Niel et qui vise, avec la suppression de 80% du personnel à mettre la main sur le mondial de pétanque organisé par le journal. Elle appelle à une autre solution qui garantirait emploi et une ligne éditoriale venant de Maritime médias.

Bibliothèque Nationale de France. (BNF) Un employé c'est suicidé sur son lieu de travail après que deux autres aient fait les mêmes tentatives qui n'ont pas réussi. Le personnel de la BNF a diminué de 300 emplois en 10 ans, ce qui amène à des situations tendues dans l'exécution du travail. Pour l'ensemble du personnel il n'y a qu'une infirmière permanente, pas de médecin du travail.

Election. Chevignon. (Commerce). Malgré l'opposition de la direction pour organiser les élections dans cette entreprise sans représentants du personnel, la CGT remporte 95% des bulletins exprimés.

Emploi. Selon l'Insee les destructions d'emplois se sont poursuivies au deuxième semestre : 119.400. Depuis le début de l'année ce sont 600.000 emplois qui ont été détruits. Avec 36.400 postes supprimés, l'industrie poursuit son recul dans la production de biens matériels du pays.

La tendance constatée au 1^{er} trimestre de la reprise des contrats précaires s'est poursuivie au second. Il semble que le patronat se serve de la crise pour accroître la précarité de l'emploi, sans compter l'explosion des « auto entrepreneurs » utilisés par les entreprises de services.

Ces mauvais chiffres risquent encore de s'amplifier dans les mois à venir. D'une part avec la diminution des aides d'état pour indemniser le chômage partiel, d'autre part avec la saison touristique qui s'annonce désastreuse.

Le journal « Les Echos » (10.08) annonce à grand fracas la possibilité de relocalisation partielle de la filière auto en France. Il s'agirait essentiellement de la fabrication de voitures électriques et de batteries, toutes deux peu gourmandes en mains- d'œuvre du fait de la technique électrique et de l'automatisation de la production. Pour l'instant Peugeot produit sa 208 électrique en Slovaquie. Un bien mauvais départ. Une annonce à considérer comme une aide à la campagne du pouvoir sur l'emploi

Commerce extérieur. Habituellement déficitaire, le commerce extérieur plonge encore d'avantage avec la crise. Pour le seul mois de juin il se monte à 7,96 Mds. La balance du commerce extérieur reflète l'état industriel du pays. La France ne peut s'appuyer que sur l'industrie aéronautique (57 Mds d'export en 2019) le luxe (27 Mds), l'agroalimentaire point fort encore récemment, étant réduit à très peu. Or en raison de la crise, ces industries ont pratiquement cessé d'exporter.

La France importe massivement bien de consommation où équipements. Deuxième producteur européen de voitures elle n'est aujourd'hui que le cinquième, l'essentiel de sa production étant réalisée en Europe de l'Est, en Turquie, au Maroc.

En détruisant systématiquement le tissu industriel depuis les années 1980, capitalisme français et les gouvernements successifs sont responsables de ce déficit permanent. L'annonce du nouveau ministre au

Commerce extérieur et à l'attractivité (?) que le gouvernement inclura dans son plan de relance un *volet de soutien à l'export* est sans doute comme la corde qui soutient le pendu.

Total. Menace sur la raffinerie de Grandpuits (Seine et Marne). La direction explique qu'il lui faut reconstruire le pipe-line qui relie la raffinerie au port du Havre pour une somme de 500 millions. La CGT fait remarquer que cette somme est supportable pour une société qui réalise 7 Mds de profits. Pour la direction l'usine serait reconvertie dans la fabrication de bioplastiques ou de recyclage de plastique. Ce qui est loin d'assurer l'emploi des 400 salariés de Total et les 400 des sous-traitants.

D'une manière plus générale il s'agit d'une politique délibérée de la part des compagnies pétrolières qui ont fermé trois raffineries et qui s'inscrit dans la volonté d'établir leurs usines dans les pays dont les normes sociales et écologiques sont moins contraignantes qu'en France.

Suppressions d'emplois. Jet Aviation (aéroport international Bâle-Mulhouse). Jet Aviation, société suisse basée sur l'aéroport international de Bâle-Mulhouse veut supprimer 190 emplois en s'appuyant sur le droit suisse du travail, pratiquement inexistant. Pour une association de défense des travailleurs frontaliers c'est le droit français qui doit s'appliquer suivant une décision de la Cour de cassation.

Maxi Toys (jouet) Repris par King jouet annonce la suppression de 447 emplois sur 1237.

Air France. Les pilotes viennent de donner leur accord à la reprise des lignes intérieures par la filiale low cost d'Air France, Transavia. Les pilotes et leur syndicat étroitement corporatiste approuve dans les faits les plus de 1000 suppressions d'emplois chez Hop autre filiale desservant jusqu'à présent les lignes intérieures. C'est la direction d'Air France qui est la grande bénéficiaire de cette opération. Le coût d'un siège chez Transavia est de 63 euros contre 107 pour Air France, 131 pour Hop sur un même trajet.

Accord de performance collective. Les salariés de Derichebourg (aéronautique, Toulouse) par leur action, ont fait la démonstration de tout ce qui favorise les vues patronales au travers de ces APC. Un rapport du comité de suivi a fait-à sa façon- le même constat. Le ministère du travail vient de raboter les aspects les plus criants en faveur du patronat. Sans rien changer sur le fond.

Endettement. Il s'agit de celui des entreprises qui se poursuit à grande vitesse, pour atteindre 1866 Mds soit + 13% sur un an. Cette dette représente 140% du PIB. En période d'argent facile et bon marché cela ne pose pas de problème. En cas de retournement du crédit comme cela arrive c'est la catastrophe assurée.

De leur côté, les banques ont provisionné pour 10 Mds, ce qui relativise les pertes annoncées pour le 1^{er} semestre.

Covid 19. Si les médias font grand cas des actes ne non- respect par des groupes ou des particuliers des gestes dit barrière pour contrer la pandémie, ils sont beaucoup plus discrets sur la responsabilité des entreprises. Un « cluster » sur cinq est de leur responsabilité. Elles sont une part importante des foyers de propagation du virus. On se souvient de la levée de boucliers contre l'action de la CGT qui avait demandé et obtenu la fermeture de l'usine Renault de Sandouville. La réalité d'aujourd'hui montre la pertinence de cette action qui doit être poursuivie en permanence.

Idée. Lors de son discours d'investiture J. Castex a avancé l'idée d'un retour à une forme de commissariat au plan, supprimé en 2006 par Chirac en déclarant : *Nous avons progressivement perdu notre capacité à nous projeter dans le long terme. A planifier une politique économique, à identifier les gisements de croissance du futur, à définir une perspective, à fixer un cap.* C'est vrai que le capitalisme ne connaît qu'une chose : le maximum de profit dans le minimum de temps. Ce plan n'aurait rien à voir avec ceux qui ont existé au lendemain de la seconde guerre mondiale encore moins avec les plans quinquennaux soviétique. Il ne doit pas redevenir le cadre que l'Etat impose mais le contraire. Cette idée a lancé un débat entre économistes. Entre les pour et les contre mais qui se retrouvent au fond. Un pour, P. Weil déclare : *La planification doit redevenir non le cadre de toute action économique, mais une coopération dans les secteurs clés.* Pour le contre E. Cohen les choses sont beaucoup plus simples. *Ce dont nous avons besoin ce n'est pas d'un plan mais d'outils qui permettent d'orienter les fonds publics des projets de développement en partenariat avec le privé.*

Entre les deux la boucle est bouclée. Quelle que soit la forme, tout pour le capital.

Chaque défenseur du capital y va de son idée. Un certain D. Pitelet, expert en management (?) apporte sa contribution à la casse de ce qui reste de protection pour les salariés. Dans « les Echos » (13.08) il signe une tribune. Titre : *Il est temps d'abolir le CDI.* Il va même plus loin dans l'article en proposant la disparition des contrats en CDD et de l'intérim. Il préconise le remplacement des contrats par des *contrats de mission-partenariat* ce qui permettrait avec ce nouveau contrat de sortir *de la dialectique éculée de notre dialogue social en tournant le dos au relent de lutte des classes au profit d'une responsabilisation accrue des personnes.* Ainsi plus de syndicat, plus de garanties sociales (santé, retraite, congés, conventions collectives). L'exploitation capitaliste est sans limite.

Monde.

USA. Le Congrès n'ayant pu se mettre d'accord sur le chèque de 600 \$ versé aux salariés privés d'emploi, Trump -élection oblige- vient par décret de prolonger le versement en le diminuant de 200 \$ avec un plafond de 44Mds et une durée de deux mois. A mettre en regard avec les 2000 Mds de \$ versés au capitalisme US pour l'aider face à la crise.

Il annonce aussi le report des impôts payés par les entreprises et leurs annulations si 'il est réélu. C'est lourd

Dans le même temps il poursuit son offensive contre les produits chinois. C'est Tyk Tok (société de jeux vidéo) qui est visé. Par décret Trump exige que celle-ci soit vendue à une société US dans un délai de 45 jours. Toujours sous le prétexte de sécurité nationale et de la possibilité d'espionnage à partir des données collectées sur les utilisateurs de ces jeux.

Comme si les USA n'avaient pas mis en place les plus grands réseaux d'espionnage que le monde connaît.

Pour sa part le ministère de la défense vient de signer pour 50 Mds de \$ de contrats avec l'industrie aérospatiale pour le compte de l'armée. Boeing en difficulté dans l'aviation civile se voit octroyer un contrat militaire de 31 Mds

Russie. La récolte de blé sera la deuxième meilleure de son histoire. Elle redevient le 1^{er} exportateur mondial. La récolte calamiteuse en Europe (-21% pour la France) renforce la présence de la Russie dans le commerce international du blé tendre (celui qui sert pour faire le pain). Avec de bonnes perspectives de récoltes dans l'hémisphère sud, les cours s'effondrent. La tonne se négocie à 177 euros

Hongrie. A la suite de la visite du secrétaire d'Etat US elle annonce qu'elle va acheter pour 800.000 euros de fusées air-air US en remplacement de l'ancien système soviétique encore en service. En bonne vassale elle a bien suivi les injonctions du maître en passant son budget militaire de 0,95% en 2013 à 1,21% en 2019. Ce n'est pas le seul exemple de cette soumission. En générale les pays de l'Europe de l'est n'ont rien à refuser à l'impérialisme US.

Compagnies aériennes. C'est à un véritable massacre de l'emploi. Les annonces connues à ce jour, font état de 36.000 suppressions chez United Airlines, 25.000 chez Américain, 22.000 chez Lufthansa, 12.000 chez Air France-KLM, 4.500 chez Easyjet.

A cela viennent s'ajouter les baisses de salaires. La direction de Lufthansa vient de rompre les négociations avec le syndicat qui pourtant acceptait une baisse de la masse salariale de 600 millions par an. Insuffisant pour la direction. De son côté KLM annule la hausse de salaire de 2,5% prévue en août.